19 octobre 2000, Québec

Allocution à l'occasion du dévoilement du monument d'Adélard Godbout

Au nom du gouvernement du Québec et en mon nom personnel, je me joins avec chaleur et respect à l'hommage rendu aujourd'hui à celui qui fut premier ministre du Québec brièvement en 1936 et de 1939 à 1944, monsieur Adélard Godbout.

On vient de souligner les qualités de l'homme, sa compétence, sa probité, sa générosité, son attachement aux valeurs familiales. On sait qu'il fut aussi un parlementaire de forte stature et l'un des orateurs les plus remarquables de son temps. Mais c'est avant tout le premier ministre Adélard Godbout qu'en la présente circonstance nous honorons.

La liste des réalisations du gouvernement Godbout est vraiment impressionnante. Dès 1940, donnant suite à un engagement électoral, malgré de fortes réticences dans la société et l'opposition de l'Union nationale de Maurice Duplessis, il accorde le droit de vote aux femmes. Au terme d'un long débat de société et toujours sans l'appui de l'Union nationale, il établit en 1943 la fréquentation scolaire obligatoire de 6 à 14 ans et, l'année suivante, la gratuité de l'enseignement primaire.

La nationalisation des compagnies d'électricité de la région de Montréal et la création d'Hydro-Québec sont sans contredit des initiatives progressistes. Il faut y ajouter bon nombre d'autres mesures très souvent novatrices dans le domaine social (assistance aux mères nécessiteuses, protection de l'enfance, commission de l'assurance-maladie), dans le domaine de l'économie et en particulier de l'agriculture (lancement de l'électrification rurale, notamment), dans celui du travail (modernisation de la législation et rétablissement de la pleine garantie du droit d'association). Ce gouvernement a, par ailleurs, été le premier à prendre des mesures contre le patronage et à viser l'équité dans l'octroi des contrats gouvernementaux.

On peut considérer l'action du gouvernement Godbout comme préfigurant en quelque sorte la Révolution tranquille. L'œuvre du gouvernement dirigé par Adélard Godbout est très largement méconnue, c'est là une réalité incontestable. Tout comme le fait que l'homme qui en a été l'inspirateur et l'acteur majeur ait été voué à l'oubli presque aussitôt après la défaite de 1944 et, à vrai dire, jusqu'à maintenant.

Le nom d'Adélard Godbout était à peu près absent de la toponymie et du paysage québécois jusqu'à ce jour. Le monument érigé à sa mémoire apparaît d'abord, d'une certaine manière, comme une interrogation. Pourquoi en a-t-il été ainsi, pourquoi cet oubli? Il me semble légitime de soulever la question et de suggérer quelques pistes qu'éclaireront davantage les historiens. Leur travail est à peine amorcé par la publication d'une seule biographie du premier ministre Godbout, celle de Jean-Guy Genest, et il sera peut-être stimulé par le documentaire récent du cinéaste et écrivain, mon ami Jacques Godbout, président du Comité Adélard-Godbout.

Redevenu premier ministre en 1939, quelques semaines après le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, il est certain qu'Adélard Godbout a été desservi par la conjoncture quant à la place qu'il a tenue dans la trame des relations entre le Québec et le

Canada, trame essentielle, la plus déterminante, de notre évolution politique. Au moment où le Canada déclare la guerre à l'Allemagne, la crise de la conscription de 1917 n'avait pas encore vraiment été éliminée de la conscience collective. La question revient vite au centre du débat public; elle est complexe, déchirante même.

Convaincu du bien-fondé de la participation du Canada à la guerre, persuadé également que le recrutement de volontaires permettrait d'éviter le recours à la conscription, fort des assurances reçues à cet égard d'Ernest Lapointe et de Mackenzie King, le premier ministre Godbout s'oppose à la mesure. Pourtant, comme le souligne l'historien Genest, il ne se prononce pas « de façon catégorique sur la question posée au plébiscite » de 1942, à laquelle plus de 70 % des Québécois ont voté « non ». Ceux-ci refusaient de délier le gouvernement fédéral de son engagement, pris au début de la guerre, de ne pas recourir à la conscription. Le « oui » l'ayant emporté dans l'ensemble du Canada, Adélard Godbout continue de croire que le premier ministre fédéral King n'imposera pas la conscription. Celle-ci devient un fait en novembre 1944; alors devenu chef de l'opposition, Adélard Godbout manifeste son désaccord en dissociant l'aile québécoise du Parti libéral de l'aile fédérale.

C'est dans le contexte de la guerre que le premier ministre Godbout a cru justifier de consentir, en 1942, à l'invasion soi-disant « temporaire » par le gouvernement fédéral des champs de taxation du Québec: impôt sur le revenu des particuliers et des entreprises, impôt sur les successions. Son acceptation de l'intervention fédérale en matière d'allocations familiales et, surtout, d'un amendement constitutionnel assurant la compétence fédérale sur l'assurance-chômage a eu une portée dépassant largement les justifications liées à la conjoncture.

Au-delà du contexte que je viens d'évoquer, le premier ministre Godbout a été l'homme d'une époque, alors que, paradoxalement, il a manifesté un esprit d'avant-garde sur les plans économique et social. Adélard Godbout a en effet été d'une époque où le nationalisme au Québec était pour l'essentiel un nationalisme « canadien », celui qu'a d'abord incarné Henri Bourassa et qui s'exprime par exemple dans la Ligue pour la défense du Canada ou dans le Bloc populaire d'André Laurendeau, de Maxime Raymond et de Jean Drapeau. On est peut-être à la fin d'une période, celle de l'idéologie de la survivance, mais on n'en est pas encore résolument à une période d'affirmation nationale, encore moins à une percée un peu significative de l'idée de souveraineté, présente mais toujours timidement depuis les années 1830.

Marquées par la dynamique d'un temps de guerre, les relations entre Québec et Ottawa sont aussi tributaires, sous le gouvernement Godbout, du caractère encore très défensif de la volonté autonomiste du peuple québécois.

Pour bien situer les orientations et l'œuvre du premier ministre Godbout, il faut faire une place très importante, capitale même, à une autre dimension du contexte politique d'alors, celle créée par la mainmise de l'aile fédérale du Parti libéral sur l'aile québécoise. Dans les jugements portés sur le premier ministre Godbout, on n'a pas suffisamment tenu compte de cette situation objective. On ne saurait rendre correctement justice à son action sans analyser et évaluer en même temps celle de ses vis-à-vis fédéraux. À ces hommes, Adélard Godbout a fait confiance; il n'a pas toujours été payé en retour.

L'événement d'aujourd'hui nous invite à prolonger et à affiner des observations que je ne pouvais que présenter très brièvement.

Ce serait une excellente façon de poursuivre l'hommage que nous rendons aujourd'hui au 15e premier ministre du Québec.